



Burkina Faso

18 mars 2011

Burkina Faso : Les autorités doivent mettre un terme à la répression violente des manifestations étudiantes

La FIDH et son organisation membre, le Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP), dénoncent avec la plus grande fermeté la répression violente des manifestations étudiantes organisées dans plusieurs villes du pays pour réclamer la vérité sur les circonstances du décès, le 20 février 2011, du collégien Justin Zongo. Cette répression violente à jusqu'à aujourd'hui causé la mort de 5 personnes et fait des dizaines de blessés.

Le 20 février 2011, Justin Zongo, collégien de la ville de Koudougou est décédé des suites des blessures que lui auraient infligés des officiers de police du commissariat de la ville. Si les autorités nationales attribuent officiellement ce décès à une méningite, plusieurs témoignages concordants d'étudiants font état d'actes de violence perpétrés à l'encontre de Justin Zongo par des éléments de la police nationale dans l'enceinte même de son collège.

En signe de protestation, des étudiants de Koudougou ont très tôt organisé des manifestations appelant les autorités locales à faire la lumière sur les circonstances exactes de ce décès et à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les responsables soient effectivement poursuivis et jugés. Ces manifestations, étendues depuis lors à plusieurs autres localités du pays, dont Kindi et Poa, ont été fortement réprimées par les forces de l'ordre qui n'ont pas hésité à faire usage de tirs à balles réelles. Le bilan de cette répression s'élève aujourd'hui à 5 morts et plusieurs dizaines de blessés.

La FIDH et le MBDHP dénoncent également les menaces proférées à l'encontre du président du MBDHP, M. Chrysogone Zougmore, par des éléments de la gendarmerie nationale. Convoqué le 10 mars 2011 à la section de recherches de la gendarmerie nationale de Ouagadougou pour « se faire communiquer une notification », le président du MBDHP s'est en effet vu reprocher d'avoir encouragé voire organisé ces manifestations au travers des sections locales de l'organisation. Les éléments de la gendarmerie nationale ont déclaré au représentant du MBDHP qu'ils tiendraient l'organisation pour responsable des dégâts matériels et humains que les manifestations occasionneraient.

La FIDH et le MBDHP appellent les autorités nationales à : Mettre un terme immédiat à la répression violente des manifestations étudiantes ; Prendre toutes les mesures nécessaires pour faire la lumière sur les circonstances exactes du décès de Justin Zongo, poursuivre et juger les responsables ; Prendre toutes les mesures nécessaires pour identifier et poursuivre les éléments des forces de l'ordre responsables du décès des 5 personnes tuées en marge des manifestations ; Mettre un terme immédiat à tous les actes de menaces et autres formes d'intimidation à l'encontre du MBDHP et de l'ensemble de ses membres, y compris au sein de ses sections locales.

<http://www.fidh.org/Burkina-Faso-Les-autorites-doivent-mettre-un>